

# L'abandon de la lutte contre les inégalités explique l'échec des socialistes européens

BO ROTHSTEIN

LE MONDE, 27.06.09

La cinglante défaite des partis socialistes et sociaux-démocrates aux élections européennes est plutôt un mystère. La raison la plus évidente pour laquelle la gauche aurait dû être victorieuse est bien entendu l'échec de l'idéologie néolibérale selon laquelle les marchés fonctionnaient mieux sans régulation. L'effondrement du système financier a permis à tout le monde de comprendre que cette idéologie, dominante depuis un quart de siècle, est maintenant révolue.

Le programme socialiste traditionnel - économie keynésienne et régulation sociale des marchés -, en mesure de recueillir des voix, aurait donc dû logiquement entraîner une victoire électorale des formations de gauche. Cela ne s'est pas produit. La raison de ce paradoxe est simplement que les leaders de droite en Europe, par exemple, le président français, la chancelière allemande et les premiers ministres suédois et danois se sont tout de suite engagés dans cette voie lorsque la crise a frappé leurs pays ; ils ont ainsi devancé le programme des socialistes en leur laissant peu de marge de manoeuvre.

Il est encore plus difficile de comprendre l'échec de la gauche quand on sait que toutes les recherches en épidémiologie sociale s'accordent aujourd'hui à dire que les inégalités sociales et économiques menacent globalement le bien-être de la société. Selon les travaux largement diffusés de Richard Wilkinson et Kate Pickett, par exemple, plus une

société est inégale, plus les problèmes sociaux sont nombreux et dévastateurs. Un des enseignements les plus intéressants de leur dernier ouvrage, *The Spirit Level* (Penguin Books), est que l'inégalité ne touche pas uniquement les couches les moins aisées de la société, mais également la classe moyenne.

Par exemple, il est bien connu que les enfants dont les parents ont un bon niveau d'instruction ont toutes les chances de mieux réussir à l'école. Cependant, ces études montrent que, même parmi les enfants issus des familles les plus instruites, ceux qui vivent dans les pays plus égalitaires sont plus cultivés. De même, le risque d'être atteint de maladie mentale est cinq fois plus élevé dans les pays de l'OCDE les plus inégalitaires que dans les moins inégalitaires. Pour toutes les classes sociales, l'espérance de vie est plus longue dans les sociétés plus égalitaires.

Wilkinson et Pickett montrent que l'espérance de vie, la mortalité infantile, le faible poids de naissance, et l'auto-évaluation de la santé se sont souvent révélés plus défavorables dans les sociétés plus inégales. La liste pourrait s'allonger. Le fond du problème étant que non seulement les pauvres, mais tout le monde semble avoir intérêt à vivre dans une société moins inégalitaire, quand il s'agit de santé et de bien-être social.

De même, l'inégalité au travail constitue un important mal social. Le manque de responsabilités et de moyens d'action au travail est à l'évidence préjudiciable à la santé et réduit l'espérance de vie de plusieurs années. On peut ajouter que le programme néolibéral selon lequel un surcroît d'inégalités se traduirait par une plus forte croissance

économique s'est révélé inexact. Même si l'on exclut la Norvège, riche en pétrole, les trois autres pays nordiques, qui ont des programmes de protection sociale comparativement étendus et de hauts niveaux d'imposition, ont de bons résultats en matière de croissance économique.

L'énigme est donc entière : pourquoi les partis de gauche ont-ils été incapables de faire une question politique de ces constats empiriques ? La réduction des inégalités sociales et économiques par divers systèmes de protection sociale, services sociaux et un enseignement public de qualité semble payante. Cela a été traditionnellement la stratégie de la gauche et les critiques de cette idéologie politique par les néolibéraux font faillite aujourd'hui. Compte tenu de l'effondrement des marchés financiers, de la défaite idéologique du programme néolibéral et des multiples recherches qui mettent en évidence les avantages d'une plus grande égalité sociale et économique, la gauche aurait dû être plébiscitée.

La raison de cet échec n'est pas si évidente. Une possibilité est l'abandon par la gauche en Europe de son plus ancien et meilleur allié, à savoir le projet d'une *"politique s'appuyant sur l'idée des Lumières"* et son idée concomitante de l'existence de *"l'homme universel"* et ainsi des droits de l'homme universels. Au lieu de cela, les priorités politiques des partis de gauche se sont trouvées dominées par une pensée postmoderniste, anti-empiriste et intellectuellement obscure. Cette pensée semble incapable d'imaginer qu'une politique puisse reposer sur une combinaison de visions idéologiques de ce qui est normativement bon et d'études empiriques de ce qui est possible sur le plan pratique.

De même, la gauche a en grande partie abandonné l'idée d'une politique fondée sur les droits de l'homme universels, et a été dépassée par ce qu'on appelle la *"politique identitaire"*. Au lieu de mener une politique "pour tous", la gauche est devenue un conglomérat de forces qui s'évertue à mettre en avant les intérêts de divers groupes dont les membres se considèrent comme opprimés en raison de leur identité commune et marginalisée, qu'il s'agisse de race, de religion, d'orientation sexuelle, de spécificité des sexes, d'intérêts culturels, de handicaps physiques et mentaux, etc.

Presque par définition, la politique identitaire est antimajoritaire et facteur de divisions. Ainsi, cette sorte de politique crée de facto une majorité contre elle-même puisqu'elle s'appuie sur une idéologie qui place en première ligne la mobilisation politique contre la majorité. Il est également très difficile de constituer une majorité politique sur "l'addition" de politiques identitaires, puisque, en réalité, ces divers groupes ont très peu de chose en commun.

Ainsi, les homosexuels ont peu à partager avec la plupart des immigrants des pays du Moyen-Orient, qui ont à leur tour peu de chances de comprendre les revendications politiques formulées par des personnes atteintes d'obésité, par exemple. Les injustices et la marginalisation ressenties par les différents groupes sont spécifiques à chaque groupe, et ne peuvent pas être généralisées aux autres groupes.

La conséquence pratique en est que la priorité accordée précédemment par la gauche à des programmes sociaux universels a été remplacée par des programmes qui s'adressent à des "groupes identitaires" spécifiques. Ainsi, la politique de gauche, plutôt que de rassembler, est

devenue antimajoritaire. En conclusion, la tournure postmoderniste de la pensée politique de gauche a marginalisé son projet politique traditionnel, et cela a abouti à cette surprenante défaite électorale.